

ÉDITORIAL
VINCENT
GEORIS



Pour en finir avec un commerce de la mort

L'Europe divisée sur les minerais de sang

Cinq millions de morts. C'est le prix payé depuis une quinzaine d'années par le Congo et les pays voisins dans des conflits atroces liés, de près ou de loin, à l'extraction des minerais de sang. Le plus souvent, ces drames ont lieu dans l'indifférence générale.

Ces minerais (or, tantale, tungstène, étain) sont indispensables à la fabrication des tablettes, GSM et écrans plats. Peu de consommateurs sont conscients de leur origine. Et qui, dans le fond, peut dire si du sang africain entache ou pas l'appareil qu'il porte en main ?

Les députés européens doivent décider ce mardi, lors d'un vote en commission parlementaire, s'ils

L'Europe est à la croisée des chemins. Entre plier pour quelques lobbyistes ou prendre une décision forte.

durciront ou pas un projet de règlement organisant la traçabilité de ces minerais. L'objectif est de décourager l'existence de mines «sales», où travaillent des enfants, des femmes enceintes, et les conflits menés là-bas par les «seigneurs de guerre».

Mais tous les députés n'ont pas la même volonté d'en finir.

Une partie des conservateurs du PPE, le premier parti européen, veut un système volontariste très souple. Il va dans le sens de certains lobbys représentant des PME hostiles au projet.

Les socialistes, les écologistes et une partie des libéraux prônent un système obligatoire. Son avantage serait double. Toutes les entreprises, des fonderies à l'industrie électronique, sont sur le même pied, tandis que l'origine des minerais est toujours certaine.

«Les entreprises seront mieux protégées si on impose la traçabilité des minerais sur toute la chaîne», affirme Louis Michel (MR). Cette proposition est en ligne avec la loi Dodd-Frank adoptée par les États-Unis en 2010 et qui s'impose aux entreprises de Wall Street.

L'Europe est à la croisée des chemins. Entre plier pour quelques lobbyistes. Ou prendre une décision forte, qui reste dans l'intérêt de l'industrie, tout en protégeant des populations victimes d'un commerce de la mort.